

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – Définition AFG-FIR



GOUVERNANCE

Les juges peuvent désormais s'attaquer à la corruption

Après la fraude fiscale internationale, les juges français ont désormais les **moyens de s'attaquer à la corruption transfrontalière**. Depuis le 1er juillet, une nouvelle entité consacrée à la lutte contre la criminalité financière a été mise en place au sein de la police nationale.

Sur les 530 dossiers actuellement traités par le parquet national financier, **plus de 90 concernent la corruption transnationale**. Les premières sanctions sont tombées l'année dernière et les **sanctions sont de plus en plus lourdes** : en 3 ans la facture d'un plaider coupable est passée de quelques centaines de millions de dollars à **plus du milliard**.

Source : *Les Echos*



ENVIRONNEMENT

BHP, à son tour, se désengage du charbon, en partie

BHP, premier groupe minier mondial, annonce qu'il va se retirer progressivement de l'extraction de charbon thermique, dont il était le 2ème producteur mondial après l'Indonésie, tout en restant producteur majeur de charbon à coke (indispensable à la production d'acier). Cette décision est **une anticipation** si on considère la déclaration du directeur financier de BHP qui estime que cette ressource est « vouée à un inévitable déclin car de plus en plus de gouvernements et d'entreprises ont pris acte de l'Accord de Paris... et des conséquences sur les marchés ». Le leader australien suit ainsi des engagements pris déjà par Rio Tinto et Glencore. Le groupe se redirigera vers le **potentiel de croissance que représentent les énergies renouvelables et la mobilité électrique** qui nécessitent énormément de cuivre, nickel et cobalt.

Sources : *Les Echos* et *Novethic*

Les renouvelables de plus en plus bons marchés

Dans son dernier opus intitulé Renewable Power Generation Cost in 2018, l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) souligne **la chute exceptionnelle du coût des énergies renouvelables en 2018** : le coût moyen pondéré du solaire à concentration a notamment diminué globalement de 26 % entre 2017 et 2018, celui de la bioénergie de 14 %, celui du solaire photovoltaïque et de l'éolien terrestre de 13 %; l'hydraulique a, quant à lui, baissé de 11 % ; pour la géothermie et l'éolien offshore la diminution n'a été que de -1%. **Les énergies renouvelables représentent désormais, dans la plupart des régions du monde, l'électricité la moins chère**. Et la tendance devrait se poursuivre dans la décennie à venir. Une étude complémentaire de l'organisation Carbon Tracker suggère qu'au Vietnam, investir dans le solaire photovoltaïque pourrait coûter moins cher que d'investir dans le charbon.

Source : *CFIE*

Peut-on réussir une transition vers une énergie propre sans électricité nucléaire ?

Pour l'AIE, ce serait « **bien plus dur et plus coûteux** ». Dans son rapport paru fin mai, l'agence défend le bilan climatique du nucléaire et rappelle qu'une "sortie progressive" de l'atome telle qu'elle se profile pourrait **mettre à mal la capacité des Etats à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C** par rapport à la période préindustrielle, comme ils s'y sont pourtant engagés dans l'Accord de Paris. Avec 452 réacteurs en opération, **le nucléaire produit 10% de l'électricité mondiale**. Cette technologie aurait permis **d'économiser 63 milliards de tonnes de CO2 depuis 1971**. Un atout dans la lutte contre le changement climatique, mais que le **vieillessement** du parc et les difficultés à construire de nouvelles centrales pourraient pourtant conduire à délaissier. Bâties en majorité entre 1970 et 1980, les réacteurs ont en moyenne 32 ans. A l'heure des décisions, les coûts de mise aux normes de sécurité, la concurrence des énergies moins chères et les choix politiques, jettent le doute sur la pertinence de leur prolongation. Mais l'AIE insiste et prône de faire des **travaux** tout en encourageant aussi l'innovation : développer les small modular reactors (de moins de 300 MW), nécessitant des investissements moins importants. **Une transition énergétique sans nucléaire reste "possible" mais au prix "d'efforts extraordinaires"** pour le développement des énergies renouvelables éoliennes et photovoltaïques, et l'acceptation d'un prix plus élevé de l'électricité pour les consommateurs. Cela nécessiterait un investissement supplémentaire de **1,6 trillion de dollars** pour construire les capacités de production d'électricité renouvelable et les réseaux nécessaires pour un mix bas carbone sans nucléaire. Au sein de l'Union Européenne, le coût supplémentaire serait de 560 milliards de dollars de 2019 à 2040.

Source : *L'Usine Nouvelle*



SOCIAL

Les grandes marques de vêtements peinent à tenir leurs promesses sur les salaires

Des chercheurs de l'université de Sheffield ont publié le 30 mai une enquête réalisée auprès de vingt grandes marques de vêtements. **En dépit de leurs promesses, ces marques ne parviennent toujours pas à mettre en place des salaires décents dans leurs chaînes de sous-traitances dans les pays émergents**. Trois enseignes, seulement, se sont pourtant engagées, dans leur rapport annuel, à relever le défi (H&M, C&A, G-Star RAW) ; mais sur le terrain, ces engagements n'ont peu ou pas abouti, en particulier dans les usines produisant une mode bon marché. Interrogées par les chercheurs, les sociétés apportent des réponses variées pour expliquer cette situation. **Certaines, comme Amazon ou Décathlon, indiquent qu'elles se conforment aux lois locales** (ce qui est incompatible avec un salaire décent dans de nombreux pays). Pour d'autres, il faut

encourager les gouvernements à relever les salaires minimaux, ce qui n'a pas eu d'effets probants jusqu'à présent. D'autres enfin attirent l'attention sur la difficulté de « fixer » un salaire de subsistance accepté par tous. Sans nier la difficulté du calcul qui doit, en principe, tenir compte des spécificités propres à chaque pays et aux régions, de la situation familiale, etc., ces arguments conduisent à une sorte de statu quo insatisfaisant qui dure depuis plusieurs décennies maintenant. On peut cependant ajouter que contrairement à la situation qui prévalait il y a une vingtaine d'années, **il existe aujourd'hui de nombreux travaux à travers le monde qui offrent aux groupes internationaux des socles solides** permettant de fixer une ligne rouge et qui fournissent une base de discussion et de négociation tangible entre les parties.

Source : CFIE



INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Gestionnaires d'actifs et engagement actionnarial

L'engouement pour l'ISR pousse les gestionnaires d'actifs à l'engagement actionnarial. **Depuis 2005, en France, les gérants sont contraints de publier un rapport** sur leur politique de vote et sur l'exercice de leurs droits de vote ; et cette exigence a été renforcée par la deuxième directive européenne sur les droits des actionnaires entrée en vigueur début juin 2019.

La France est parmi les meilleurs élèves, puisque son taux de participation est de 81%, quand la moyenne mondiale n'est que de 74%. Autre élément d'intérêt, le pourcentage d'opposition ; là encore **la France est plutôt exigeante** puisque en moyenne les gérants français s'opposent à 19% des résolutions, quand elle n'est que de 14% chez l'anglais Schroders, un des meilleurs élèves outre-manche, et de 8% chez l'américain BlackRock. **La palme de la politique de vote française la plus contraignante revient à Ecofi** avec 52% de votes négatifs. Mais l'exercice des droits de vote n'exclut en rien le dialogue régulier avec les entreprises; individuelle ou collectives, de **nombreuses initiatives** sont lancées sur des sujets de RSE, comme par exemple **Shareholders for Change** au niveau européen.

Source : Les Echos



SOCIÉTAL

Le nombre de pays pauvres divisé par deux en 20 ans.

Le rapport de la Banque Mondiale sur les perspectives économiques globales indique qu'après un **pic de 66 pays en 2003, il n'en reste que 34 en 2019.** Boom des prix des matières premières entre 2001 et 2011, apaisement des conflits, adhésion à des zones de libre-échange, remises ou effacement des dettes..., ont ainsi permis à plusieurs pays de sortir de la pauvreté. Cependant, depuis 2016, quatre sont **retombés dans la catégorie à faible revenu et ce pour**

différentes raisons : conflits au Yémen et en Syrie, chocs climatiques bouleversant l'agriculture au Sénégal et hausse rapide de la population au Tadjikistan. La Banque Mondiale reste en alerte sur les conséquences des conflits, des enclavements géographiques, de la dépendance à l'agriculture et du ralentissement économique mondial sur les pays à revenu faible ou intermédiaire. **« Si les pays pauvres n'ont pas de croissance plus forte, l'objectif de réduction de l'extrême pauvreté sous les 3% d'ici 2030 (l'un des 17 Objectifs du Développement Durable ndlr) restera inaccessible »** a déclaré la vice-présidente de l'organisation.

Source : Banque Mondiale

Nouveau label d'Etat pour le climat

Le 11 juin, Brune Poirson, secrétaire d'Etat à la Transition écologique, a officiellement lancé le **label d'Etat "Greenfin"** en substitution du label « Transition énergétique et écologique pour le climat » (TEEC) créé fin 2015. **Avec l'objectif de mobiliser une partie de l'épargne au bénéfice de la transition énergétique et écologique**, Greenfin ne peut être attribué à des fonds investis dans des entreprises opérant dans les secteurs nucléaire ou des énergies fossiles. **Il exige d'être investis pour un pourcentage déterminé dans des activités dites durables**, d'assurer une veille active des controverses en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), de démontrer les impacts sur la construction et la vie du portefeuille et enfin la publication d'un reporting avec des indicateurs de mesure des bénéfices environnementaux apportés par les actifs investis. **A fin juin, 30 fonds sont labellisés Greenfin pour un montant de 7 milliards d'euros.**

Sources : Actu-environnement

EN BREF

- **« Opposer industrie et écologie conduit à une impasse. L'industrie n'est pas le problème mais la solution »** déclaration d'Agnes Pannier Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Économie et des Finances.
- Le 22 mai, la Banque d'Angleterre a publié de **nouvelles lignes directrices** visant à aider les sociétés d'assurance et de réassurance à **mesurer et évaluer les risques financiers** posés par les menaces climatiques (vagues de chaleur, inondations, incendies de forêt, tempêtes).
- Le regroupement entre Spread Research et Ethifinance, a donné naissance à **Qivalio**, agence française de notation intégrant à la fois la dimension financière et la dimension extra-financière, spécialisée dans l'analyse et le suivi des PME-ETI
- **Le FIR, Forum pour l'Investissement Responsable, a élu son nouveau Conseil d'Administration** : Caisse des Dépôts, Ircantec, Préfon, Banque Postale AM, Mirova, Sycomore, ISS, Kedge Business School, Proxinvest, CFDT, FNH et du RAIR sont représentés. **Alexis Masse** a été renouvelé comme Président.

CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles
murielle.hermellin@bred.fr

▪ Jean-Philippe NGO

Gérant ISR Junior
jean-philippe.ngo@bred.fr

